

DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE



RÉFÉRENCE

Référence : Bâtiment ENSEIGNEMENT

DÉSIGNATION DU BIEN

26 rue de l'epitaphe
25000 BESANÇON



SOMMAIRE



Préambule

- Obligation du propriétaire et Gestion du DTA
- Cadre juridique de l'intervention
- Conditions de maintien opérationnel du DTA
 - 1 - Obligations
 - 2 - Domaine d'application
 - 3 - Dates d'application
 - 4 - Conditions de transmission du DTA
 - 5 - Mise à disposition du Dossier Technique

Amiante

- 6 - Recommandations

Registre de consultation

Fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante

DTA : Liste A + Liste B (002ER774935)

DAT : Liste A + Liste B + Liste C (002ER691491)

PRÉAMBULE

OBLIGATION DU PROPRIÉTAIRE ET GESTION DU DTA

Le repérage des matériaux contenant de l'amiante est insuffisant pour prévenir les risques d'exposition s'il n'est pas associé à une information des occupants de l'immeuble et des travailleurs qui y interviennent. C'est la raison pour laquelle le décret n°2001-840 renforce le dispositif d'information sur la présence d'amiante dans les bâtiments

» Le dossier technique "amiante" tenu à la disposition des différents intervenants

Il doit être tenu par les propriétaires à la disposition des occupants des immeubles, des services de l'état concernés et des chefs d'établissements, des représentants du personnel et des organismes de prévention si l'immeuble comporte des locaux de travail.

» L'information active des occupants

Les propriétaires sont tenus d'établir une fiche récapitulative du dossier technique (dont le contenu est défini par arrêté) et de l'adresser, ainsi que ses mise à jour ultérieures, aux occupants des immeubles ou à leur représentant et aux chefs d'établissements si l'immeuble comporte des locaux de travail.

» L'information des travailleurs intervenant dans l'immeuble

Les propriétaires doivent communiquer le dossier technique amiante à toute personne ou entreprise appelée à effectuer des travaux dans le bâtiment et conserver une attestation écrite de cette information. En cas de présence de matériaux amiantés, ces intervenants pourront ainsi prendre les mesures de protection individuelle et collective nécessaires.

De plus, si à l'occasion des travaux qu'elle réalise, une entreprise met en évidence la présence de matériaux amiantés, non répertoriés dans le dossier technique amiante, elle est désormais tenue d'en informer le propriétaire. Cette information pourra ainsi être enregistrée dans le dossier de l'immeuble.

CADRE JURIDIQUE DE L'INTERVENTION

Le repérage a pour objectif une recherche et un constat de visu (confirmé par des analyses en cas de doute) de la présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante accessibles, sans travaux destructifs selon la liste citée dans le cadre C (conforme à la norme NF X 46-020). L'opérateur repérera également les autres matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante selon sa connaissance.

Cette recherche ne doit comporter aucun démontage hormis le soulèvement de plaques de plafonds ou trappes de visites, ni investigation de structures à l'exclusion de la réalisation de prélèvements ou de sondages des matériaux, conformément à la norme NF X 46-020.

En conséquence la responsabilité de notre société ne saurait être engagée en cas de découverte de matériaux contenant de l'amiante dans les endroits non accessibles ou hermétiquement clos le jour de la visite.

La création du Dossier Technique Amiante et sa tenue à jour par le Maître d'Ouvrage sont régies par :

» Le Code de la Santé Publique (articles 1334 §15 et §22 à 28)

» Le décret n°2011-629 du 3 juin 2011

- » Le code du travail (décret 96-98)
- » Le Principe de Précaution Code Rural (L 110-1)
- » Les Principes Généraux de Prévention Code du Travail (L 1418)
- » Code Pénal délit d'omission (article 223-6)

CONDITIONS DE MAINTIEN OPERATIONNEL DU DTA

1- Obligations :

Article 1334-15 Code de la santé publique (extrait)

Le Code de la Santé Publique (article 1334-14 à 29) impose aux propriétaires d'effectuer la recherche, dans leur patrimoine bâti, de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante sur la base de la liste des matériaux de l'annexe A1 de la norme NFX 46-020 reprise dans l'arrêté du 2 janvier 2002, d'évaluer leur état de conservation afin de déterminer l'occurrence d'effectuer des travaux de retrait en présence de matériaux amiantifères dégradés.

Afin de protéger les occupants, les intervenants, les riverains lors d'interventions sur ces matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, les propriétaires doivent mettre en oeuvre des règles de sécurité (voir annexe), ils sont aussi tenus de s'engager dans une démarche de gestion des matériaux amiantifères jusqu'à leurs éliminations définitives (matériaux primaires secondaires). Traçabilité des Bordereaux de Suivi des Déchets Amiante. (BSDA)

Article 1334-22 Code de la santé publique (extrait)

Les propriétaires constituent, conservent un dossier et actualisent un Dossier Technique Amiante regroupant notamment les informations relatives à la recherche et à l'identification des flocages, calorifuges et faux plafonds et de tous matériaux du bât pouvant en contenir ainsi qu'à leur état de conservation

2- Domaine d'application :

Sous section 2 : immeubles construits avant le 1^{er} juillet 1997 (extrait)

Article 1334-23 Code de la santé publique (extrait)

Les articles de la présente sous section s'appliquent aux immeubles bâtis dont le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1997, qu'ils appartiennent à des personnes privées ou à des personnes publiques.

3- Dates d'application :

Article 1334-24 Code de la santé publique (extrait)

Les propriétaires des immeubles mentionnés ci-dessous constituent le dossier Technique amiante avant les dates limites suivantes :

- » Le 31 décembre 2003 pour les immeubles de grande hauteur mentionnés à l'article R.122-2 du code la Construction et de l'habitation et les établissements recevant du public définis à l'article 123-2 du même code, classés de la première à la quatrième catégorie au sens de l'article R 123-19 du même code à l'exception des parties privatives des immeubles collectifs d'habitation.
- » Le 31 décembre 2005 pour les immeubles de bureaux, les établissements recevant du public et classés dans la cinquième catégorie, les immeubles destinés à l'exercice d'une activité industrielle ou agricole, les locaux de travail et les parties à usage commun des immeubles collectifs d'habitation.

Les propriétaires des immeubles mentionnés aux deux précédents alinéas tiennent à jour le Dossier Technique Amiante.

4- Conditions de transmission du Dossier technique Amiante :

Les propriétaires sont tenus de communiquer :

- a. Le Dossier Technique Amiante à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi que les consignes de sécurité.
- b. Une fiche récapitulative du Dossier aux occupants de l'immeuble.

Une attestation écrite de cette communication doit être conservée dans le Dossier Technique Amiante.

Le Dossier Technique Amiante doit être transmis aux chefs d'établissements et aux représentants du Comité d'Hygiène et de Sécurité lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail dans un délai d'un mois à compter de la date de constitution ou de la mise à jour du Dossier Technique Amiante.

5- Mise à disposition du Dossier technique Amiante

Le Dossier Technique Amiante est tenu à disposition :

- a. Des occupants de l'immeuble bâti concerné,
- b. Des chefs d'établissements,
- c. Des représentants du personnel et des médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des lieux de travail,
- d. Des Agents ou services mentionnés aux articles L.1312-1 et L.1422-1 du code de la santé publique,
- e. Des Organismes de prévention,
- f. Des Inspecteurs d'hygiène et sécurité,
- g. Des Agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale,
- h. Des Agents du service de prévention de l'OPPBTB.

6- Recommandations :

Le chef d'établissement dans le cadre du Dossier Unique (relevant du décret 2001-1016) doit établir pour chaque poste ou situation de travail exposant les travailleurs à l'inhalation de poussières d'amiante, une notice destinée à les informer des risques auxquels ce poste de travail peut les exposer et des dispositions à prendre pour se protéger.

Le chef d'établissement est le seul responsable de la formation et de l'information du personnel de maintenance et des occupants du bâtiment.

Dans le cadre des Principes Généraux de Prévention relevant du Code du travail (loi 1418 31/12/93), le chef d'établissement est tenu d'établir un plan de prévention en cas d'intervention d'une entreprise extérieure.

La mise en place du Dossier Technique Amiante n'exonère pas les intervenants extérieurs du risque amiante, ceux-ci étant responsables de l'application du décret 96-98 dans le cadre de leur intervention et de leur obligation de Dossier Unique (relevant du décret 2001-1016).

Date Notif.	Objet	Destinataire	Liste des documents	Date Consult.
Aucune correspondance effectuée				

FICHE RÉCAPITULATIVE AMIANTE



RÉFÉRENCE

Bâtiment ENSEIGNEMENT

A communiquer pour toute correspondance

DÉSIGNATION DU BIEN

Bâtiment ENSEIGNEMENT

26 rue de l'Épître
25000 BESANÇON

PROPRIÉTAIRE

**PREFECTURE REGION
BOURGOGNE-FRANCHE COMTE**
53 Rue de la Préfecture
21000 DIJON

FICHE RECAPITULATIVE du DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Présence d'amiante

OUI

Date de création : 15/11/2023

A PROPRIÉTAIRE

Nom : PREFECTURE REGION BOURGOGNE-FRANCHE COMTE
53 Rue de la Préfecture
21000 DIJON
Adresse :
Lieu : NC
Horaires : NC
Contact, si différent du détenteur du dossier : NC

C DÉTENTEUR DU DTA

Nom : PREFECTURE REGION BOURGOGNE-FRANCHE COMTE
53 Rue de la Préfecture
21000 DIJON
Adresse complète :
Fonction : NC
Service : NC
Téléphone : 3338044671

B ÉTABLISSEMENT

Désignation bien : Bâtiment ENSEIGNEMENT
26 rue de l'epitaphe
25000 BESANÇON
Adresse :
Immeuble bâti pour lequel Bâtiment ENSEIGNEMENT
le DTA a été constitué :
Année de construction ou du permis de construire : En 1997

D MODALITÉS DE CONSULTATION

Lieu : NC
Horaires : NC
Contact (si différent du détenteur) : NC
Commentaires : NC

E RAPPORTS DE REPÉRAGE

Numéro de référence	Date du rapport	Nom de la société et de l'opérateur de repérage	Objet du repérage
002ER774935	08/01/2024	AC Environnement - PIZZUTO LUDOVIC	DTA : Liste A + Liste B
002ER691491	03/11/2023	AC Environnement - PIZZUTO LUDOVIC	DAT : Liste A + Liste B + Liste C

F HISTORIQUE ET MISES À JOUR DE LA FICHE RÉCAPITULATIVE

- 03/11/2023 Prestation amiante réalisée : DAT : Liste A + Liste B + Liste C
- 08/01/2024 Prestation amiante réalisée : DTA : Liste A + Liste B

G LISTE DES LOCAUX AYANT DONNÉ LIEU AU REPÉRAGE

Liste des locaux visités

Volumes visités

002ER691491

RDC - Vol 1 (Local technique 1)
RDC - Vol 2 (Local technique 2)

002ER774935

R+2 - Vol 1 (Cours 1)
R+2 - Vol 2 (W.c 1)
R+2 - Vol 3 (Cours 2)
R+2 - Vol 4 (Cours 3)
R+2 - Vol 5 (Cours 4)
R+2 - Vol 6 (Cours 5)
R+2 - Vol 7 (Cours 6)
R+2 - Vol 8 (Cours 7)
R+2 - Vol 9 (Cours 8)
R+2 - Vol 10 (Cours 9)
R+2 - Vol 11 (Cours 10)

R+2 - Vol 12 (Local 8)
R+2 - Vol 13 (Local technique 2)
R+2 - Vol 14 (Local 3)
R+2 - Vol 15 (W.c 6)
R+2 - Vol 17 (W.c 5)
R+2 - Vol 18 (Cage escalier 2)
R+2 - Vol 19 (Couloir 1)
R+2 - Vol 20 (Cage escalier 1)
R+2 - Vol 21 (Local technique 1)
R+2 - Vol 23 (W.c 3)
R+2 - Vol 24 (W.c 4)

002ER774935

R+2 - Vol 25 (Local technique 3)	R+1 - Vol 95 (Bureau 16)
R+1 - Vol 26 (Local 9)	R+1 - Vol 96 (Bureau 17)
R+1 - Vol 27 (Cours 16)	R+1 - Vol 97 (Bureau 18)
R+1 - Vol 28 (Cours 17)	R+1 - Vol 98 (Bureau 19)
R+1 - Vol 29 (Cours 18)	R+1 - Vol 99 (Bureau 20)
R+1 - Vol 30 (Cours 19)	R+1 - Vol 100 (Archives 1)
R+1 - Vol 31 (Cours 20)	R+1 - Vol 101 (Bureau 21)
R+1 - Vol 32 (Cours 21)	R+1 - Vol 102 (Bureau 22)
R+1 - Vol 33 (Cours 14)	R+1 - Vol 103 (Bureau 23)
R+1 - Vol 34 (Cours 13)	R+1 - Vol 104 (Bureau 24)
R+1 - Vol 35 (Local 10)	R+1 - Vol 105 (Bureau 25)
R+1 - Vol 36 (Local 4)	R+1 - Vol 106 (Bureau 26)
R+1 - Vol 37 (W.c 7)	R+1 - Vol 107 (Bureau 27)
R+1 - Vol 38 (Local 5)	R+1 - Vol 108 (Bureau 28)
R+1 - Vol 39 (W.c 8)	R+1 - Vol 109 (Bureau 29)
R+1 - Vol 40 (Cage escalier 3)	R+1 - Vol 110 (Bureau 30)
R+1 - Vol 41 (Local 6)	R+1 - Vol 111 (Bureau 31)
R+1 - Vol 42 (Cage escalier 4)	R+1 - Vol 112 (Local ménage 2)
R+1 - Vol 43 (W.c 10)	R+1 - Vol 113 (W.c 14)
R+1 - Vol 44 (W.c 11)	R+1 - Vol 114 (W.c 15)
R+1 - Vol 45 (W.c 9)	R+1 - Vol 115 (Local 17)
R+1 - Vol 46 (Local 7)	R+1 - Vol 116 (Local 18)
R+1 - Vol 47 (Couloir 2)	R+1 - Vol 117 (W.c 16)
R+1 - Vol 48 (Local ménage 1)	R+1 - Vol 118 (W.c 17)
R+1 - Vol 49 (Couloir 3)	R+1 - Vol 119 (Local 19)
R+1 - Vol 50 (Cours 22)	R+1 - Vol 120 (Bureau 32)
R+1 - Vol 51 (Cours 23)	R+1 - Vol 121 (Bureau 33)
R+1 - Vol 52 (Cours 24)	R+1 - Vol 122 (Bureau 34)
R+1 - Vol 53 (Cours 25)	R+1 - Vol 123 (Bureau 35)
R+1 - Vol 54 (Cours 26)	R+1 - Vol 124 (Bureau 36)
R+1 - Vol 55 (Cours 27)	R+1 - Vol 125 (Bureau 37)
R+1 - Vol 56 (Cours 28)	R+1 - Vol 126 (Bureau 38)
R+1 - Vol 57 (Cours 29)	R+1 - Vol 127 (Bureau 39)
R+1 - Vol 58 (Cours 30)	R+1 - Vol 128 (Bureau 40)
R+1 - Vol 59 (Couloir 4)	R+1 - Vol 129 (Bureau 41)
R+1 - Vol 60 (Cage escalier 5)	R+1 - Vol 130 (Bureau 42)
R+1 - Vol 61 (Local 11)	R+1 - Vol 131 (Local ménage 3)
R+1 - Vol 62 (Local 12)	R+1 - Vol 132 (W.c 18)
R+1 - Vol 63 (W.c 12)	R+1 - Vol 133 (W.c 19)
R+1 - Vol 64 (Couloir 5)	R+1 - Vol 134 (Local 20)
R+1 - Vol 65 (Cage escalier 6)	R+1 - Vol 135 (Bureau 43)
R+1 - Vol 66 (Couloir 6)	R+1 - Vol 136 (Bureau 44)
R+1 - Vol 67 (Bureau 10)	R+1 - Vol 137 (Bureau 45)
R+1 - Vol 68 (Bureau 9)	R+1 - Vol 138 (Bureau 46)
R+1 - Vol 69 (Bureau 8)	R+1 - Vol 139 (Bureau 47)
R+1 - Vol 70 (Bureau 7)	R+1 - Vol 140 (Bureau 48)
R+1 - Vol 71 (Bureau 6)	R+1 - Vol 141 (Bureau 49)
R+1 - Vol 72 (Local 13)	R+1 - Vol 142 (Bureau 50)
R+1 - Vol 73 (Bureau 5)	R+1 - Vol 143 (Bureau 51)
R+1 - Vol 74 (Bureau 4)	R+1 - Vol 144 (Bureau 52)
R+1 - Vol 75 (Bureau 3)	R+1 - Vol 145 (Bureau 53)
R+1 - Vol 76 (Bureau 2)	R+1 - Vol 146 (Cuisine 1)
R+1 - Vol 77 (Bureau 1)	R+1 - Vol 147 (W.c 20)
R+1 - Vol 78 (Salle 3)	R+1 - Vol 148 (W.c 21)
R+1 - Vol 79 (Couloir 7)	R+1 - Vol 149 (Bureau 54)
R+1 - Vol 80 (Buanderie)	R+1 - Vol 150 (Bureau 55)
R+1 - Vol 82 (Cage escalier 7)	R+1 - Vol 151 (Bureau 56)
R+1 - Vol 83 (Bureau 11)	R+1 - Vol 152 (Bureau 57)
R+1 - Vol 84 (Local 14)	R+1 - Vol 153 (Bureau 58)
R+1 - Vol 85 (Local 15)	R+1 - Vol 154 (Salle de réunion 1)
R+1 - Vol 86 (Hall 1)	R+1 - Vol 155 (Cuisine 2)
R+1 - Vol 87 (Couloir 8)	R+1 - Vol 156 (Bureau 59)
R+1 - Vol 88 (Local 16)	R+1 - Vol 157 (Bureau 60)
R+1 - Vol 89 (W.c 13)	R+1 - Vol 158 (Bureau 61)
R+1 - Vol 90 (Bureau 12)	R+1 - Vol 159 (Bureau 62)
R+1 - Vol 91 (Bureau 13)	R+1 - Vol 160 (Bureau 63)
R+1 - Vol 92 (Bureau 14)	R+1 - Vol 161 (Bureau 64)
R+1 - Vol 93 (Cage escalier 8)	R+1 - Vol 162 (Bureau 65)
R+1 - Vol 94 (Bureau 15)	R+1 - Vol 163 (Bureau 68)

002ER774935

R+1 - Vol 164 (Bureau 66)	RDC - Vol 233 (Bureau 71)
R+1 - Vol 165 (Bureau 67)	RDC - Vol 234 (Bureau 72)
R+1 - Vol 166 (Archives 3)	RDC - Vol 235 (Bureau 73)
R+1 - Vol 167 (Archives 2)	RDC - Vol 236 (Bureau 74)
R+1 - Vol 168 (Couloir 10)	RDC - Vol 237 (Salle de réunion 2)
R+1 - Vol 169 (Couloir 9)	RDC - Vol 238 (Bureau 75)
R+1 - Vol 170 (Bibliothèque)	RDC - Vol 239 (Bureau 78)
R+1 - Vol 171 (Couloir 11)	RDC - Vol 240 (Bureau 76)
R+1 - Vol 172 (W.c 22)	RDC - Vol 241 (Bureau 77)
R+1 - Vol 173 (Local ménage 4)	RDC - Vol 242 (Couloir 21)
R+1 - Vol 174 (Couloir 12)	RDC - Vol 243 (Cage escalier 11)
R+1 - Vol 175 (W.c 24)	RDC - Vol 244 (Hall 2)
R+1 - Vol 176 (W.c 23)	RDC - Vol 245 (Cage escalier 12)
R+1 - Vol 177 (Local 21)	RDC - Vol 246 (Bureau 79)
RDC - Vol 178 (Cours 31)	RDC - Vol 247 (Bureau 80)
RDC - Vol 179 (Couloir 13)	RDC - Vol 248 (Bureau 81)
RDC - Vol 180 (Local 23)	RDC - Vol 249 (Bureau 82)
RDC - Vol 181 (Vestiaire 3)	RDC - Vol 250 (Bureau 83)
RDC - Vol 182 (Salle blanche 1)	RDC - Vol 251 (Bureau 84)
RDC - Vol 183 (Salle blanche 2)	RDC - Vol 252 (Local 57)
RDC - Vol 184 (Couloir 42)	RDC - Vol 253 (Local 58)
RDC - Vol 185 (W.c 25)	RDC - Vol 254 (Local 59)
RDC - Vol 186 (W.c 26)	RDC - Vol 255 (Local 60)
RDC - Vol 187 (Cage escalier 9)	RDC - Vol 256 (Local 61)
RDC - Vol 188 (Local 24)	RDC - Vol 257 (Local 62)
RDC - Vol 189 (Local 25)	RDC - Vol 258 (Cafétéria 1)
RDC - Vol 190 (Cage escalier 10)	RDC - Vol 259 (Atelier 1)
RDC - Vol 191 (Cours 32)	RDC - Vol 260 (W.c 35)
RDC - Vol 192 (Cours 33)	RDC - Vol 261 (Salle de pause)
RDC - Vol 193 (Local 26)	RDC - Vol 262 (Local 63)
RDC - Vol 194 (Local 27)	RDC - Vol 263 (Local 66)
RDC - Vol 195 (W.c 27)	RDC - Vol 264 (Local 67)
RDC - Vol 196 (Local 22)	RDC - Vol 265 (W.c 34)
RDC - Vol 197 (Local ménage 5)	RDC - Vol 266 (W.c 33)
RDC - Vol 198 (Couloir 14)	RDC - Vol 267 (Local 68)
RDC - Vol 199 (Couloir 20)	RDC - Vol 269 (Local 56)
RDC - Vol 200 (Bureau 69)	RDC - Vol 270 (Local 70)
RDC - Vol 201 (Local 34)	RDC - Vol 271 (Douche 1)
RDC - Vol 202 (Local 28)	RDC - Vol 272 (Couloir 22)
RDC - Vol 203 (Local 35)	RDC - Vol 273 (Couloir 23)
RDC - Vol 204 (Local 36)	RDC - Vol 274 (Local 39)
RDC - Vol 205 (BDE)	RDC - Vol 275 (Local 40)
RDC - Vol 206 (W.c 30)	RDC - Vol 276 (Local 41)
RDC - Vol 207 (W.c 29)	RDC - Vol 277 (Local 42)
RDC - Vol 208 (Local ménage 6)	RDC - Vol 278 (W.c 36)
RDC - Vol 209 (W.c 31)	RDC - Vol 279 (W.c 37)
RDC - Vol 210 (Foyer)	RDC - Vol 280 (Dépôt)
RDC - Vol 211 (Local 32)	RDC - Vol 281 (Bureau 85)
RDC - Vol 212 (W.c 32)	RDC - Vol 282 (Bureau 86)
RDC - Vol 213 (Local 33)	RDC - Vol 283 (Bureau 87)
RDC - Vol 214 (Amphithéâtres 1)	RDC - Vol 284 (Bureau 88)
RDC - Vol 215 (Amphithéâtres 2)	RDC - Vol 285 (Bureau 89)
RDC - Vol 216 (Local 29)	RDC - Vol 286 (Bureau 90)
RDC - Vol 217 (Local 38)	RDC - Vol 287 (Bureau 91)
RDC - Vol 218 (Poste de sécurité)	RDC - Vol 288 (Bureau 92)
RDC - Vol 219 (Couloir 16)	RDC - Vol 289 (Bureau 93)
RDC - Vol 220 (Local 30)	RDC - Vol 290 (Bureau 94)
RDC - Vol 221 (Local 31)	RDC - Vol 291 (Bureau 95)
RDC - Vol 222 (Bureau 70)	RDC - Vol 292 (Couloir 24)
RDC - Vol 223 (Archives 4)	RDC - Vol 293 (Bureau 96)
RDC - Vol 224 (Archives 5)	RDC - Vol 294 (Local 44)
RDC - Vol 225 (Studio vidéo)	RDC - Vol 295 (Laboratoire 1)
RDC - Vol 226 (Couloir 19)	RDC - Vol 296 (Bureau 97)
RDC - Vol 227 (Couloir 18)	RDC - Vol 297 (W.c 38)
RDC - Vol 228 (Couloir 15)	RDC - Vol 298 (W.c 39)
RDC - Vol 229 (Couloir 17)	RDC - Vol 299 (Bureau 98)
RDC - Vol 230 (Accueil)	RDC - Vol 300 (Bureau 99)
RDC - Vol 231 (Local 94)	RDC - Vol 301 (Bureau 100)
RDC - Vol 232 (Local 37)	RDC - Vol 302 (Bureau 101)

002ER774935

RDC - Vol 303 (Bureau 102)	RDC - Vol 372 (Bureau 145)
RDC - Vol 304 (Bureau 103)	RDC - Vol 373 (Cage escalier 14)
RDC - Vol 305 (Bureau 104)	RDC - Vol 374 (Hall 4)
RDC - Vol 306 (Bureau 105)	RDC - Vol 375 (Bureau 146)
RDC - Vol 307 (Bureau 106)	RDC - Vol 376 (Local 64)
RDC - Vol 308 (Bureau 107)	RDC - Vol 377 (Local 65)
RDC - Vol 309 (Bureau 108)	RDC - Vol 378 (Local 71)
RDC - Vol 310 (Bureau 109)	R-1 - Vol 379 (Couloir 33)
RDC - Vol 311 (Bureau 110)	R-1 - Vol 380 (Local 73)
RDC - Vol 312 (Couloir 25)	R-1 - Vol 381 (Cours 35)
RDC - Vol 313 (Bureau 112)	R-1 - Vol 382 (Cours 36)
RDC - Vol 314 (W.c 40)	R-1 - Vol 383 (Cours 37)
RDC - Vol 315 (Local 43)	R-1 - Vol 385 (Cours 39)
RDC - Vol 316 (Bureau 111)	R-1 - Vol 386 (Cage escalier 18)
RDC - Vol 317 (Bureau 113)	R-1 - Vol 387 (Local 72)
RDC - Vol 318 (Hall 3)	R-1 - Vol 388 (W.c 41)
RDC - Vol 319 (Reprographie)	R-1 - Vol 389 (W.c 42)
RDC - Vol 320 (Cage escalier 13)	R-1 - Vol 390 (Local 74)
RDC - Vol 321 (Bureau 114)	R-1 - Vol 391 (Cours 40)
RDC - Vol 322 (Bureau 115)	R-1 - Vol 392 (Cours 58)
RDC - Vol 323 (Couloir 26)	R-1 - Vol 393 (Hall 5)
RDC - Vol 324 (Bureau 116)	R-1 - Vol 394 (Hall 6)
RDC - Vol 325 (Bureau 117)	R-1 - Vol 395 (Douche 2)
RDC - Vol 326 (Bureau 118)	R-1 - Vol 396 (Atelier 4)
RDC - Vol 327 (Local 45)	R-1 - Vol 397 (Vestiaire 1)
RDC - Vol 328 (Bureau 120)	R-1 - Vol 398 (Vestiaire 2)
RDC - Vol 329 (Cafétéria 2)	R-1 - Vol 399 (Cours 41)
RDC - Vol 330 (Couloir 27)	R-1 - Vol 400 (Local 75)
RDC - Vol 331 (Local 46)	R-1 - Vol 401 (Atelier 5)
RDC - Vol 332 (Local 47)	R-1 - Vol 402 (Local 76)
RDC - Vol 333 (Bureau 121)	R-1 - Vol 403 (Atelier 6)
RDC - Vol 334 (Cage escalier 15)	R-1 - Vol 404 (Local huile)
RDC - Vol 335 (Couloir 28)	R-1 - Vol 405 (Couloir 34)
RDC - Vol 336 (Bureau 122)	R-1 - Vol 406 (Cours 42)
RDC - Vol 337 (Bureau 123)	R-1 - Vol 407 (Cours 43)
RDC - Vol 338 (Bureau 124)	R-1 - Vol 408 (Salle informatique)
RDC - Vol 339 (Bureau 125)	R-1 - Vol 409 (Cage escalier 19)
RDC - Vol 340 (Bureau 126)	R-1 - Vol 410 (Local 77)
RDC - Vol 341 (Bureau 127)	R-1 - Vol 411 (Cours 46)
RDC - Vol 342 (Bureau 128)	R-1 - Vol 412 (Cours 47)
RDC - Vol 343 (Bureau 129)	R-1 - Vol 413 (Cours 48)
RDC - Vol 344 (Bureau 130)	R-1 - Vol 414 (Cours 49)
RDC - Vol 345 (Bureau 131)	R-1 - Vol 415 (Local 79)
RDC - Vol 346 (Couloir 29)	R-1 - Vol 416 (Local électrique)
RDC - Vol 347 (Cage escalier 16)	R-1 - Vol 417 (Local 78)
RDC - Vol 348 (Local 48)	R-1 - Vol 418 (W.c 43)
RDC - Vol 349 (Local 49)	R-1 - Vol 419 (Cage escalier 20)
RDC - Vol 350 (Local 95)	R-1 - Vol 420 (Chaufferie)
RDC - Vol 351 (Polissage)	R-1 - Vol 421 (W.c 44)
RDC - Vol 352 (Local 51)	R-1 - Vol 422 (W.c 45)
RDC - Vol 353 (Bureau 134)	R-1 - Vol 423 (Couloir 35)
RDC - Vol 354 (Bureau 135)	R-1 - Vol 424 (Local 82)
RDC - Vol 355 (Couloir 30)	R-1 - Vol 425 (Local 83)
RDC - Vol 356 (Bureau 136)	R-1 - Vol 426 (Cage escalier 21)
RDC - Vol 357 (Bureau 137)	R-1 - Vol 427 (Local 80)
RDC - Vol 358 (Bureau 138)	R-1 - Vol 430 (Couloir 36)
RDC - Vol 359 (Bureau 139)	R-1 - Vol 431 (Bureau 149)
RDC - Vol 360 (Bureau 140)	R-1 - Vol 432 (Bureau 150)
RDC - Vol 361 (Couloir 31)	R-1 - Vol 433 (Bureau 151)
RDC - Vol 362 (Cage escalier 17)	R-1 - Vol 434 (Local 81)
RDC - Vol 363 (Local 52)	R-1 - Vol 435 (Bureau 152)
RDC - Vol 364 (Local 53)	R-1 - Vol 436 (Bureau 153)
RDC - Vol 365 (Laboratoire 2)	R-1 - Vol 437 (Bureau 154)
RDC - Vol 366 (Local 54)	R-1 - Vol 438 (Cours 50)
RDC - Vol 367 (Atelier 3)	R-1 - Vol 439 (Cours 51)
RDC - Vol 368 (Couloir 32)	R-1 - Vol 440 (Cours 52)
RDC - Vol 369 (Atelier 2)	R-1 - Vol 441 (W.c 46)
RDC - Vol 370 (Local 55)	R-1 - Vol 442 (Cours 57)
RDC - Vol 371 (Bureau 144)	R-1 - Vol 443 (Cours 56)

002ER774935

R-1 - Vol 444 (Cours 55)
 R-1 - Vol 445 (W.c 47)
 R-1 - Vol 446 (W.c 48)
 R-1 - Vol 447 (Cours 54)
 R-1 - Vol 448 (Hall 7)
 R-1 - Vol 449 (Couloir 37)
 R-1 - Vol 450 (Couloir 38)
 R-1 - Vol 451 (Local 86)
 R-1 - Vol 452 (Bureau 155)
 R-1 - Vol 453 (Bureau 156)
 R-1 - Vol 454 (Bureau 157)
 R-1 - Vol 455 (Bureau 158)
 R-1 - Vol 456 (Bureau 159)
 R-1 - Vol 457 (Bureau 160)
 R-1 - Vol 458 (Cage escalier 22)
 R-1 - Vol 459 (Couloir 39)
 R-1 - Vol 460 (Couloir 40)
 R-1 - Vol 461 (Local 87)
 R-1 - Vol 462 (Bureau 161)
 R-1 - Vol 463 (Bureau 162)
 R-1 - Vol 464 (Bureau 163)
 R-1 - Vol 465 (Bureau 164)
 R-1 - Vol 466 (Bureau 165)
 R-1 - Vol 467 (Bureau 166)
 R-1 - Vol 468 (Cage escalier 23)
 R-1 - Vol 469 (Local 84)
 R-1 - Vol 470 (Local 85)
 R-1 - Vol 471 (Local 88)
 R-1 - Vol 472 (Local 89)
 R-1 - Vol 473 (Cage escalier 24)
 R-1 - Vol 474 (Hall 8)
 R-1 - Vol 475 (Couloir 41)
 R-1 - Vol 476 (Local 91)
 R-1 - Vol 477 (Local 90)
 R-1 - Vol 478 (Local 92)
 R-1 - Vol 479 (Local technique 4)
 R-1 - Vol 480 (Vide sanitaire)
 RDC - Vol 481 (Local 93)
 Toiture/ Façades - Vol 482 (Toiture 1)
 Toiture/ Façades - Vol 483 (Toiture 2)
 Toiture/ Façades - Vol 484 (Toiture 3)
 Toiture/ Façades - Vol 485 (Toiture 4)
 Toiture/ Façades - Vol 486 (Toiture 5)
 RDC - Vol 487 (Hall d'entrée)
 Toiture/ Façades - Vol 488 (Façade Sud)
 Toiture/ Façades - Vol 489 (Façade Nord)
 Toiture/ Façades - Vol 490 (Façade Est)
 Toiture/ Façades - Vol 491 (Façade Ouest)
 RDC - Vol 492 (SAS)

Liste des locaux non visités devant donner lieu à une prochaine visite

Nom Volume / Localisation	Motif de non visite	Commentaire
N° 002ER774935		
Vol 268 (Local 69) - RDC	Moyen investigation non mis a disposition.	Tout le volume Interdiction d'accéder au local dû à des expériences avec un laser

H MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Matériaux et produits de la liste A

Date repérage	Type de repérage	Matériau ou produit	Localisation précise	Etat de conservation	Mesures obligatoires associées
Aucun					

Matériaux et produits de la liste B

Date repérage	Type de repérage	Matériaux	Localisation précise	Etat de conservation	Mesures préconisée par l'opérateur
03/11/2023	DAT : Liste A + Liste B + Liste C	Conduit air - Conduit en fibres-ciment	RDC - Vol 1 (Local technique 1)	EP	Evaluation périodique
03/11/2023	DAT : Liste A + Liste B + Liste C	Conduit air - Conduit en fibres-ciment	RDC - Vol 2 (Local technique 2)	EP	Evaluation périodique
08/01/2024	DTA : Liste A + Liste B	Conduit air - Conduit en fibres-ciment	RDC - Vol 216 (Local 29)	EP	Evaluation périodique
08/01/2024	DTA : Liste A + Liste B	Conduit air - Conduit en fibres-ciment	RDC - Vol 217 (Local 38)	EP	Evaluation périodique

Matériaux et produits de la liste C

Date repérage	Type de repérage	Matériaux	Localisation précise
			Aucun

I ÉVALUATION PÉRIODIQUE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Liste	Date	Matériau ou produit concerné	Localisation	Etat de conservation	Mesures associées
			Aucune		

J TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT - MESURES CONSERVATOIRES

Liste	Matériau ou produit	Localisation	Nature des travaux ou des mesures	Date des travaux ou des mesures	Entreprises intervenantes	Résultats examen visuel / mesure d'empoussièrement
						Aucun

K RAPPEL DES OBLIGATIONS RELATIVES AUX PRODUITS AMIANTIFÈRES REPÉRÉS

Produits de la liste A (flocage-calorifugeage-faux plafond) :

Score 1 : L'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception ;

Score 2 : La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R. 1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception ;

Score 3 : Les travaux de retrait ou de confinement sont achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation. Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées sont mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et, dans tous les cas, à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux. Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Produits de la liste B :

Score EP (Evaluation périodique) : Cette évaluation consiste à :

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

Score AC1 : Cette action corrective consiste à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

Score AC2 : Cette action corrective consiste à :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

L RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en oeuvre des mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R.1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en oeuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation, ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations Générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre une exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec l'exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants, ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristiques, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante, en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les professionnels pour la gestion des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels formés dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement des matériaux et produits contenant de l'amiante doivent être certifiées.

Tous les travailleurs susceptibles d'intervenir sur les matériaux amianés (comme les opérateurs de repérage, électriciens, couvreurs, services techniques, etc...) doivent avoir suivi une formation en adéquation avec le niveau de responsabilité du travailleur. Le code du travail exige pour les activités et interventions sur matériaux contenant de l'amiante que les travailleurs affectés soient notamment formés au préalable à la prévention des risques liés à l'amiante (article R.4412-100 du code du travail), bénéficie d'un suivi médical (article R.4412-44 du code du travail). Il convient par ailleurs que l'employeur établisse avant toute intervention un mode opératoire (article R.4412-140 du code du travail), qui doit être transmis à l'inspecteur du travail, les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et le cas échéant, l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM), l'institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières lors d'interventions ponctuelles non répétées, comme par exemple :
- accrochage d'un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, comme par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique) et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a) Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante doivent être conditionnés en sacs étanches et étiquetés avant leur sortie de la zone de confinement.

Seuls les déchets où l'amiante est fortement lié (les dalles de sol ou amiante lié à des matériaux inertes par exemple) peuvent être entreposés temporairement sur le chantier, sur une aire d'entreposage couverte permettant de prévenir les risques de rupture d'intégrité de leur conditionnement. L'accès à l'aire d'entreposage est interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les autres déchets contenant de l'amiante sont évacués vers les installations de traitement des déchets dès leur sortie de la zone de confinement. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

b) Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c) Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d) Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

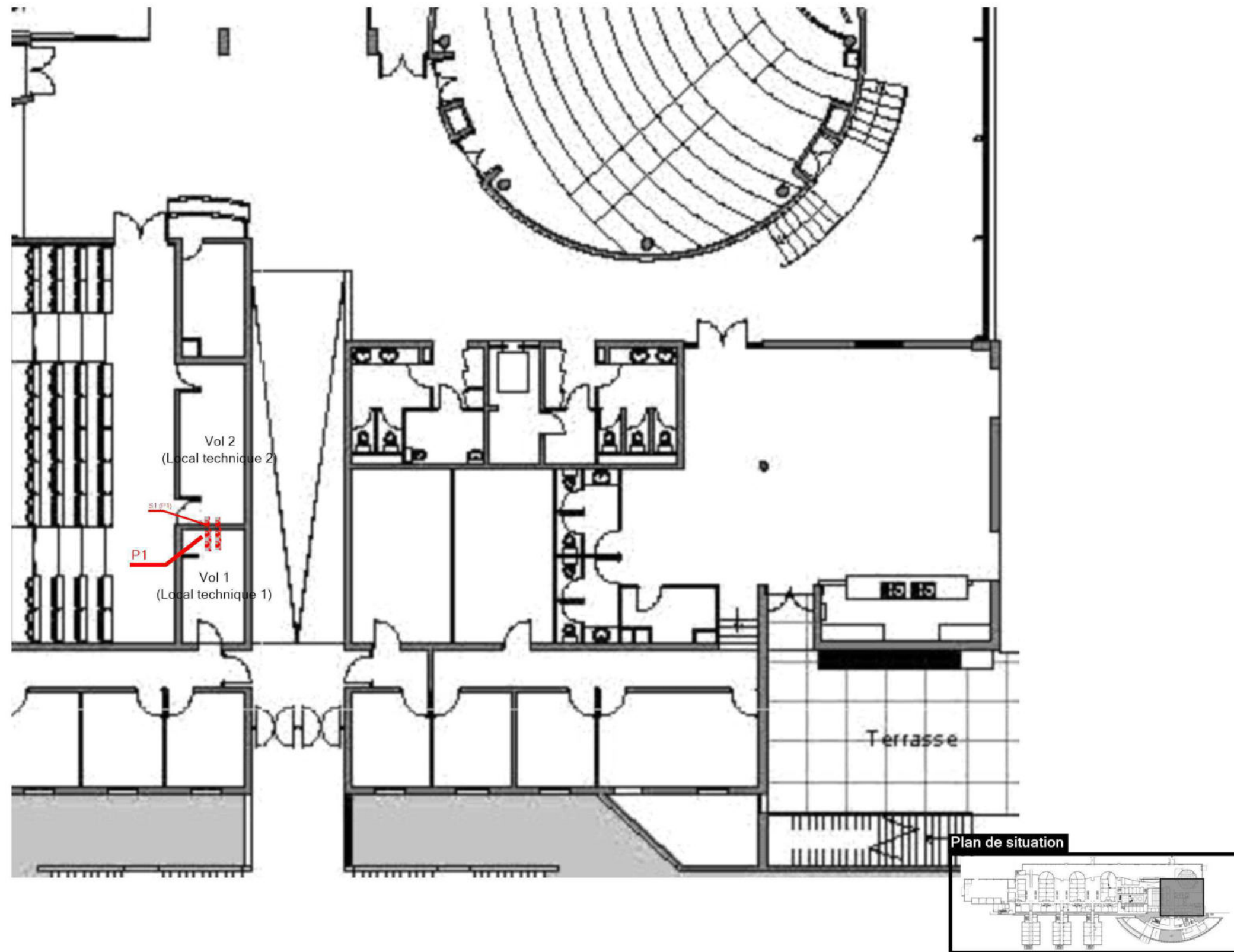
Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :
- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoec.org.


e) Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

Légende

P1 : Conduit en fibres-ciment




	Adresse du bien	Désignation	Date intervention	Technicien intervenant
	26 rue de Iepitaphe 25000 BESANÇON	Bâtiment ENSEIGNEMENT	03/11/2023	.

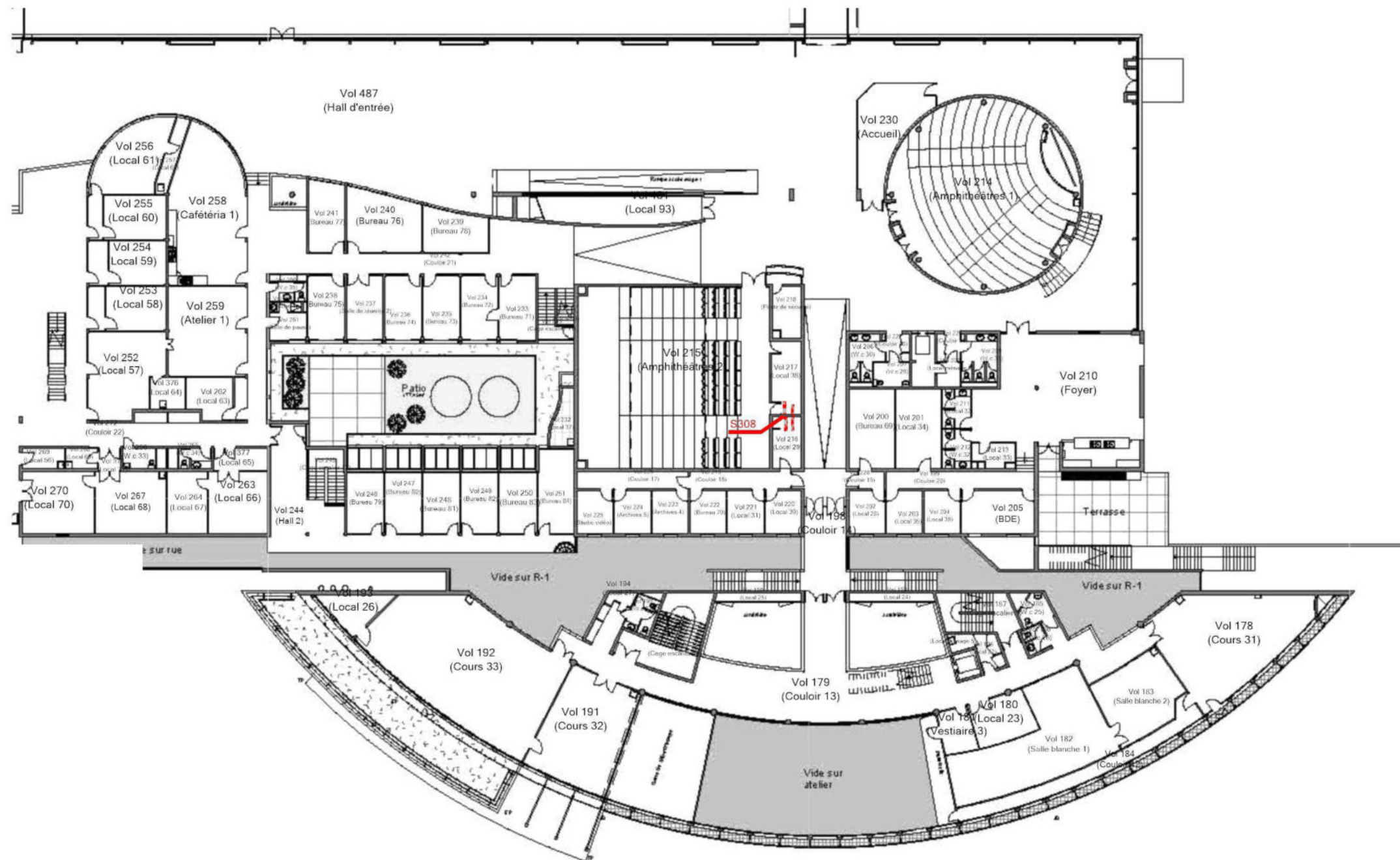
RDC - PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION 1 - MPCA CONDUITS, CANALISATIONS ET ÉQUIPEMENTS

Référence:
002ER774935

Légende



S308: Conduit en fibres-ciment



	Adresse du bien	Désignation	Date intervention	Technicien intervenant
	26 rue de lepitaphe 25000 BESANÇON	Bâtiment ENSEIGNEMENT	08/01/2024	.